

**Délégation :** Finlande

**Commission :** Sommet UE - OTAN

**Problématique :** Comment l'Union européenne peut-elle renforcer sa capacité de défense autonome sans compromettre la solidarité transatlantique ?

La République de Finlande est actuellement dirigée par le gouvernement du Premier ministre Petteri Orpo formé en juin 2023. Ce gouvernement de centre-droit met l'accent sur la sécurité nationale et la stabilité économique, ce qui est notamment dû à l'agression russe en Ukraine. Pour Helsinki, le Sommet UE - OTAN représente un moyen de faire de l'Union européenne un acteur militaire crédible, capable de protéger ses citoyens et intérêts sans affaiblir ses relations transatlantiques avec les États-Unis et le Canada. La Finlande défend donc l'idée que l'UE et l'OTAN doivent s'additionner et non pas se concurrencer.

La Finlande partage 1 340 km de frontière avec la Russie : c'est ainsi la plus longue frontière de l'UE avec la Russie. Par conséquent, les enjeux pour la sécurité finlandaise et plus largement européenne sont sensibles et réels. En outre, l'importance des États-Unis en Europe de l'Est dans le cadre de la guerre entre la Russie et l'Ukraine rend l'Europe dépendante de ce soutien, ce pourquoi il faudrait tenter de renforcer notre capacité de défense autonome. Toutefois, il faut conserver le rôle de l'OTAN dans la région puisqu'il y a de nombreux risques de poursuite voire d'aggravation de ce conflit auquel la seule Union européenne ne pourrait faire face.

La position finlandaise est très claire : le développement d'une défense européenne ne doit pas servir d'alternative à l'OTAN. Au contraire, nous pensons que le renforcement des capacités de l'Union européenne doit venir compléter l'alliance transatlantique déjà existante. En effet, la solidification militaire européenne permettrait de consolider l'alliance globale plutôt que de lui faire face. Notre pays se réfère ainsi à la clause de défense mutuelle de l'Article 42.7 du traité de l'UE comme un complément nécessaire à l'Article 5 de l'OTAN et son principe de défense collective qui garantit que si un membre est attaqué, tous les autres doivent intervenir pour le défendre. De cette façon, la sécurité du continent dépend de ces deux institutions : l'UE fournit principalement des moyens politiques et économiques pendant que l'OTAN reste le pilier principal de la défense commune.

Dans cette optique de renforcer l'autonomie militaire européenne, notre nation a déjà pris des mesures fortes en modernisant notre armée, augmentant notre production de munitions. Helsinki participe aussi activement aux projets de la Coopération structurée permanente (PESCO) de l'UE, visant à renforcer la défense européenne d'une part, mais aussi et surtout la souveraineté technologique du continent, visible à travers le projet QUEST (Quantum Enablers for Strategic Advantage) piloté par la Finlande. Ce projet renforce notre souveraineté technologique en développant une navigation quantique indépendante des satellites (GNSS), essentielle en cas de conflit. En investissant dans ces applications, notamment pour la surveillance et le cryptage, la Finlande consolide la résilience et l'industrie de défense européenne.

Dans le cadre de ces débats, la Finlande propose de donner la priorité aux achats militaires groupés européens sauf si ce matériel n'est pas directement disponible, dans ce cas, nous ferons appel aux autres membres de l'OTAN. Puis, nous souhaitons la création d'une réserve européenne de diverses ressources : énergie, armement mais aussi de nourriture pour protéger les civils, le tout afin que chaque pays de l'UE puisse plus facilement accéder aux moyens de défense nécessaires pour se défendre en cas d'attaque inattendue.

En résumé, la Finlande soutient une Europe capable de se défendre pour mieux accompagner l'alliance atlantique. Notre position repose sur un principe simple : une Union européenne plus forte rendrait l'OTAN plus solide. Enfin, sur le plan politique, la Finlande est clairement europhile. Nous croyons en une intégration européenne poussée pour garantir notre sécurité industrielle et civile. Toutefois, cette ambition doit toujours rester complémentaire à l'OTAN, qui demeure notre bouclier principal.